

Les mamies karatéka font de la résistance dans un bidonville au Kenya

KOROGOCHO (AFP) - mercredi 17 février 2010 - 10h32 –

A 60, 80, voire 100 ans, elles apprennent à frapper des poings, du pied, de la canne: les grands-mères de Korogocho répètent chaque semaine des rudiments d'arts martiaux pour survivre dans l'un des bidonvilles les plus dangereux du Kenya. Elles sont ce jour-là une vingtaine en cercle sur le tatami, pieds nus, robe large et fichu sur la tête, à entourer et encourager l'une des leurs qui frappe résolument un sac de boxe en hurlant "nooooooo !".

La puissance des coups laisse à désirer, mais à en croire leur professeur bénévole, Sheila Kariuki, 29 ans, c'est secondaire. "Ce n'est pas la peine de frapper fort pour être précis. La précision, tout est là", explique-t-elle à ses élèves. Et de désigner les parties vulnérables du jeune homme qui sert ce jour-là de cobaye: le nez, le menton, le genou, les clavicules, les parties génitales. Autant de points faibles du violeur potentiel que toutes redoutent. Le groupe d'autodéfense s'est formé en 2007, face aux bandes de jeunes voleurs de Korogocho qui jetaient leur dévolu sexuel sur des femmes qui avaient trois ou quatre fois leur âge.

"A chaque fois que ces jeunes gars ont fait un mauvais coup, ils demandent aux shoshos (grands-mères en langue kikuyu, l'ethnie dominante à Korogocho) de dormir avec eux. Ils croient que les jeunes filles d'ici sont toutes infectées par le sida, et ils préfèrent les vieilles car ils savent que nous n'avons plus de partenaires", explique Mary Wangui, 73 ans, l'une des plus anciennes élèves, devenue à son tour professeur. A une dizaine de km à peine du centre de la capitale Nairobi, Korogocho, avec ses quelque 155.000 habitants entassés sur 1,5 km², est l'un des bidonvilles les plus surpeuplés du Kenya, et des plus dangereux.

La grande majorité des jeunes survivent en récupérant ce qu'ils peuvent dans la décharge géante voisine de Dandora. L'insécurité est telle qu'une sortie en plein jour dans une rue principale, pour faire la queue à un point d'eau, est un risque qu'il faut calculer. Mais dans cet univers de pierres ocre et de tôles, brûlé par le soleil en l'absence de toute végétation, le tatami de l'association "Rayons d'espoir et de paix" apparaît comme un havre de paix et d'optimisme.

Un treillis protège du soleil, les tôles ont été repeintes dans des couleurs vives, les élèves du troisième âge s'encouragent et s'applaudissent mutuellement. "Hakuna matata" (aucun souci), ose même un slogan peint sur un mur. La vedette du groupe est sans conteste Gladys Wanjiku, qui estime "avoir environ 100 ans", ce qui paraît stupéfiant quand on la voit frapper les sacs d'entraînement de coups mesurés mais assurés. Si un homme mal intentionné s'approche, "je le frapperai" assure-t-elle en souriant. Et en attendant, "je me sens tellement mieux, et je sens mon corps si léger après l'entraînement", se félicite-t-elle.

Formée par une Américaine qui lui a inculqué les notions d'autodéfense mises au point par les féministes aux Etats-Unis depuis les années 70, Sheila Kariuki transmet à ses élèves "un mélange de karaté, de kung-fu et de taekwondo". Sans illusion sur les effectifs de la police censée les protéger, cette mère d'un enfant initie également ses aînées à des techniques de négociations et de maîtrise de la peur. "Je leur apprend à hurler, qui est le contraire de crier. Quand on hurle, on garde le contrôle de la situation, on reste calme. On dit au monde qu'on n'aime pas ce que ces jeunes types nous font et on leur dit d'arrêter".

Mozambique: du personnel de santé accusé de propager le choléra, émeute

MAPUTO (AFP) - mardi 16 février 2010 - 13h02 –

Une personne a été tuée et trois autres blessées lorsque plusieurs centaines d'émeutiers ont attaqué une clinique dans le nord du Mozambique, accusant le personnel de propager le choléra, ont rapporté mardi les médias d'Etat. Quelque 300 "assaillants, munis de bâtons, de machettes et autres armes tranchantes, ont attaqué le centre de santé de Macoroja (nord)", a indiqué le quotidien officiel Noticias, citant la police locale. Selon le journal, le "meneur supposé du groupe" a été tué lorsqu'il essayait de s'emparer du fusil d'un policier.

Lors de la saison des pluies dans ce pays sud-tropical, lorsque le choléra prolifère dans les eaux souillées qui s'accumulent, les personnels de santé sont régulièrement la cible d'attaques, la population les tenant responsables des épidémies. Il n'est pas rare que les employés du ministère de la Santé chargés de traiter les puits pour éviter les infections dans les zones rurales soient eux aussi assaillis. L'année dernière, au moins 10 personnes ont été tuées dans des violences de ce type au Mozambique, dont trois bénévoles de la Croix-Rouge, selon les chiffres officiels.

AFRIQUE - ECONOMIE - Télécoms : grand vent de privatisations à l'horizon

16/02/2010 10:53:03 - Jeune Afrique | Par : *Faïza Ghozali*

Le continent représente à la fois un marché prometteur et l'un des derniers réservoirs d'opérateurs publics susceptibles d'ouvrir leur capital aux investisseurs. Sont-ils tous attrayants ? Enquête.

Maroc Télécom aurait-il décroché le dernier pompon des télécommunications, avec les 51 % du malien Sotelma acquis en juillet 2009 pour 275 millions d'euros ? Avant lui, Orange s'est emparé de 51 % de Telkom Kenya pour 390 millions de dollars en décembre 2007, et Vodafone de 70 % de Ghana Telecom en juillet 2008 pour 900 millions de dollars. Aucune autre compagnie publique n'a fait depuis l'objet d'une cession de capital ou d'une valorisation aussi importante. Pourtant, il existe encore plus d'une vingtaine de compagnies publiques du nord au sud de l'Afrique. Certes, toutes n'ont pas le même pouvoir de séduction aux yeux des investisseurs. Toutes ne sont pas disposées non plus à ouvrir leur capital. Mais sur un marché qui arrive à maturité dans de nombreux pays africains, les opérations de croissance externe sont l'un des moyens les plus rapides pour augmenter son capital de clients.

Courant 2009, au moins quatre opérateurs ont amorcé un processus de privatisation – qui devrait donc se conclure a priori en 2010 : Bénin Télécoms, Nitel au Nigeria, Zamtel en Zambie et Onatel au Burundi. Principaux atouts des opérateurs publics, leurs infrastructures filaires, le monopole qu'ils exercent sur le gateway – les appels à l'international – et leur activité mobile suscitent les convoitises de certains.

Indiens et Russes sur les rangs

Zamtel, qui affichait 100 millions de dollars de chiffres d'affaires en 2008, a déjà engagé la cession de 75 % de son capital conduite par l'Agence zambienne de développement. Un deuxième tour d'enchères est en cours, quatre postulants ont d'ores et déjà été retenus, qui ont remis leurs offres le 23 décembre 2009 : le groupe public indien BSNL, l'angolais Unitel et le libyen Lap Green, rejoints en dernière minute par un groupe d'investissements russe, Altimo. Le plus offrant l'emportera. À lui seul, l'audit confié à Capital RP, basé aux îles Caïman et chargé d'évaluer les actifs, a coûté 2 millions de dollars. Mais le gouvernement refuse d'en dévoiler la teneur. Volonté de ne pas révéler la valeur exacte de l'opérateur à la vente ? « Les investisseurs ont quand même une idée de ce qu'ils achètent », estime Thecla Mbongue, du cabinet d'études Informa Telecom, basé au Cap. De façon générale, « le repreneur pense plus à ce qu'il peut faire de la compagnie qu'à ce qu'elle vaut vraiment ».

Dans cette optique, l'opérateur nigérian pourrait enfin trouver preneur. « Nitel est le seul à avoir fixé un calendrier, souligne Thecla Mbongue... même s'il n'est pas respecté », ajoute-t-elle. L'échéance de l'appel d'offres a été différée à deux reprises. Dernier report en date, le 27 janvier, qui a fixé la deadline au 15 février 2010. « Ils en sont toujours à la short list, précise l'analyste, mais ils acceptent encore de nouveaux soumissionnaires. »

À l'inverse, le mystère plane sur la privatisation de Bénin Télécoms, dont Désiré Adadja, ministre de la Communication, a affirmé à plusieurs reprises depuis juillet 2009 qu'elle aurait lieu « bientôt ». Un consortium de cabinets conseil a même été chargé d'accompagner le processus de privatisation et de lui remettre un rapport d'audit préalable sur la compagnie avant la fin de l'année 2009. Résultat : 2010 est entamée et rien n'a filtré du rapport. Rien non plus du premier appel d'offres lancé en novembre, clos en décembre dernier. « Jusqu'à présent, les postulants sont restés inconnus », confirme Binta Drave, analyste au sein de la banque d'investissement Exotix, basée à Londres. On n'en sait pas davantage sur le calendrier du processus. Quant à l'Onatel, un avis d'appel d'offres pour l'audit de ses comptes a été publié en novembre 2009, clos le 28 décembre.

Poids relatif de la dette

Seule certitude, tous ces opérateurs sont lourdement endettés. 200 millions de dollars plombent Zamtel. Quant à Bénin Télécoms, il peine à quantifier sa dette. Nitel ne paye pas ses employés depuis des mois et n'a toujours pas réglé ses frais d'interconnexion à MTN. « Dans les télécoms, la dette en tant que telle n'est pas le problème, tranche Guy Zibi, fondateur d'AfricaNext, société de consulting. La question porte surtout sur la capacité de l'entreprise à générer du cash-flow pour la rembourser. » Un rapport récent estime ainsi que le futur repreneur de Zamtel pourra gagner 15 % de parts de marché en six ans et passer de 160 000 à 1,8 million d'abonnés. Mais il y a urgence, de l'avis d'un expert : « Zamtel et Nitel ne survivront pas longtemps en l'état. »

Plus déterminante que la dette, la stabilité politique du pays conditionne l'attractivité de la vente. Les investisseurs, du moins les plus prudents, ne se bousculent pas vraiment au portillon de TelOne au Zimbabwe, de Sotelgui en Guinée ou de Sotel Tchad. Et la vacance à la tête de la présidence nigériane risque de freiner la cession de Nitel. Mais rien n'est jamais définitif. Le 2 février, l'éthiopien

ETC a confié la gestion de son management au français Sofrecom. Une première étape avant une entrée au capital ?

Reste le camp des irréductibles, les États qui se refusent à céder leur opérateur, jugé « stratégique ». « Les Algériens et les Égyptiens ne privatiseront pas », tranche ainsi Albert Fondop-Fonkam, patron de Fonsali et Cie, active dans la banque d'affaires. En 2006, un coup d'arrêt brutal a été donné à l'ouverture amorcée d'Algérie Télécom, qui, pour le coup, intéressait nombre d'investisseurs. Pour Laurent Benzoni, fondateur associé du cabinet conseil Tera Consultants, « privatiser est avant tout une décision politique ».

Mais « la privatisation n'est pas la panacée, juge Guy Zibi. Certaines compagnies n'en ont pas besoin ». Et de citer BTC au Botswana et TDM au Mozambique, « efficaces au plan opérationnel et rentables ». La recette de leur succès ? La bonne gouvernance...

Côte d'Ivoire: la Cédéao demande de préserver la paix à tout prix

ABUJA (AFP) - mercredi 17 février 2010 - 10h20 –

Les dirigeants ouest-africains ont demandé aux dirigeants ivoiriens de préserver la paix civile à tout prix après la dissolution surprise du gouvernement et de la commission électorale la semaine dernière par le président Laurent Gbagbo. Réunis en sommet régional mardi pour une journée à Abuja, les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont aussi regretté "une rechute" de la démocratie dans la région avec les crises politiques au Niger et en Guinée.

En Côte d'Ivoire, "ils ont appelé la classe politique ivoirienne à faire tout ce qui était possible pour préserver le processus de paix", selon un communiqué de l'organisation qui regroupe 15 pays publié dans la nuit de mardi à mercredi après la réunion à huis clos. "Les chefs d'Etat ont exprimé leur préoccupation sur la récente dissolution du gouvernement et de la Commission électorale indépendante qui, ont-ils dit, va retarder un peu plus les élections", selon le texte.

Le président Gbagbo a créé un choc vendredi en annonçant la dissolution du gouvernement et de la Commission électorale indépendante (CEI) après plus d'un mois de crise à la CEI, chargée d'organiser le scrutin présidentiel reporté depuis 2005 et censé clore la crise née du coup d'Etat manqué de 2002. Mardi, le Premier ministre ivoirien Guillaume Soro a reçu le soutien de l'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN), dont il est le chef, pour former un nouveau gouvernement qu'il compte annoncer "très rapidement", après la dissolution du cabinet et de la commission électorale. Les FN lui ont apporté leur soutien, quatre jours après sa reconduction au poste de Premier ministre qu'il occupe à la suite de l'accord de paix signé en 2007 à Ouagadougou.

Prévue pour "fin février-début mars" selon le dernier calendrier, la présidentielle se trouve renvoyée à une date indéfinie à la suite de la crise à la CEI - dont le président avait été accusé de "fraude" sur la liste des électeurs - et de la double dissolution. Les chefs d'Etat ont aussi regretté le peu de progrès enregistré dans le dialogue entre partis au Niger. Le sommet de la Cédéao a demandé à l'Union africaine de jouer un rôle accru de médiateur au Niger en y désignant un envoyé spécial. Le regroupement régional avait suspendu l'an dernier le Niger et la Guinée après que le président Mamadou Tandja du Niger fut resté au pouvoir et qu'une junte militaire a pris la tête de l'Etat en Guinée.

Dans ce dernier pays, le sommet a salué la nomination d'un nouveau président par intérim et la formation d'un gouvernement de transition, mais il a appelé tous les dirigeants par intérim, y compris les militaires, à ne pas se présenter aux prochaines élections prévues en juin. Enfin le président par intérim du Nigéria, Jonathan Goodluck, a été nommé à la tête de la Cédéao pour un an, donnant à son pays un second mandat consécutif. Le sommet a aussi nommé un Ghanéen, Victor Gbeho, pour succéder à son compatriote Mohammed Ibn Chambas à la tête de la commission de la Cédéao.

Organisation économique créée en 1975, la Cédéao regroupe les Bénin, Burkina, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo

Guinée: deux officiers mis en cause dans les violences restent ministres

CONAKRY (AFP) - mardi 16 février 2010 - 23h32 –

Deux officiers mis en cause dans les violences en Guinée, le commandant Claude Pivi et le lieutenant-colonel Moussa Tiegboro Camara, ont été "confirmés" à leurs postes de ministres au sein du cabinet du président de la transition, selon un décret lu mardi par les médias d'Etat. "Ministre d'Etat chargé de la sécurité présidentielle, commandant Claude Pivi: confirmé", stipule l'article premier d'un décret lu dans la soirée à la télévision nationale.

"Ministre auprès du président de la République chargé des services spéciaux, de la lutte contre la drogue et le grand banditisme, lieutenant-colonel Moussa Tiegboro Camara, confirmé", dit l'article deux. Ces deux militaires feront donc partie du cabinet du président de la transition, le général Sekouba Konaté, à la tête du pays depuis que le chef de la junte, le capitaine Moussa Dadis Camara, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat le 3 décembre 2009.

Une commission d'enquête internationale avait incriminé la responsabilité du ministre chargé des services spéciaux, Moussa Tiegboro Camara, dans le massacre d'opposants commis le 28 septembre à Conakry (plus de 156 morts et 109 femmes violées). Dirigeant les gendarmes, il était présent sur les lieux du crime et avait été impliqué dans des violences, selon des témoins cités par l'ONU et par des ONG. La commission d'enquête de l'ONU avait par ailleurs considéré que Claude Pivi dit "Coplan", ministre de la Sécurité présidentielle, faisait partie des personnes qui "pourraient être considérées comme pénalement responsables" des violences de septembre.

Par ailleurs, de nombreux témoins rencontrés par la presse ont accusé Claude Pivi d'avoir commis des exactions dans la banlieue de Conakry où les "bérets rouges" (garde présidentielle) sous son commandement faisaient des incursions violentes. Le décret de mardi soir porte nomination d'une vingtaine de membres du cabinet du président de la transition. Il a été publié au lendemain de la formation d'un gouvernement d'"union nationale" dirigé par un Premier ministre civil, Jean-Marie Doré (issu de l'opposition) et chargé d'organiser une élection présidentielle en juin

GABON - ECONOMIE - Vers l'industrialisation de la filière bois ?

16/02/2010 08:51:11 - AFP

Le Premier ministre gabonais, Paul Biyoghé Mba, a confirmé l'interdiction d'exporter le bois en grumes, tout en promettant des mesures d'accompagnement lors d'un forum sur la gestion forestière à Libreville.

"Nous devons engager immédiatement l'industrialisation de la filière du bois", et l'interdiction d'exporter le bois en grumes (arbre abattu, mais resté brut avec son écorce, ndr), décidée en novembre, en "est le moyen", a affirmé à l'AFP le Premier ministre en quittant le forum lundi 15 février à Libreville..

"Il y a aura des mesures d'accompagnement sur le plan législatif, fiscal, douanier, économique. Il faudra aider les opérateurs économiques de la filière", a-t-il ajouté. Dans son discours aux participants, M. Biyoghé Mba a reconnu que la mesure d'interdiction "dérange" mais assuré que les "effets collatéraux ont été pris en compte. Lorsqu'on change de politique, c'est normal qu'il y ait des grincements de dents. Mais ce n'est pas tragique".

"La première bille (tronc brut) d'okoumé (une des essences gabonaises) est partie en 1908. Il n'est pas très performant que le même mode d'exploitation continue 102 ans après (. . .). 50 ans après l'indépendance, le Gabon doit être autre chose qu'un simple réservoir de matières premières", a-t-il poursuivi.

Le bois, employeur n°1 du pays

Il a rappelé que la loi prévoyait normalement que 75% des grumes devaient être transformées au Gabon en 2012: "les analyses montrent que seules 25 à 35% sont transformées à deux ans de l'échéance". La mesure d'interdiction de l'exportation de grumes de bois, pour compter du 1er janvier 2010, avait surpris le secteur. Elle vise notamment à exporter des produits finis et semi-finis à forte valeur ajoutée.

Le bois, qui pèse pour 6% du produit intérieur brut (PIB) hors pétrole, est le principal employeur privé au Gabon, avec environ 15. 000 emplois directs et 5. 000 emplois indirects, selon le ministère de Eaux et forêts lundi. D'autres estimations font état de 30. 000 emplois indirects. Selon les Eaux et forêts, la forêt occupe 22 millions d'hectares (80% du territoire). Le bois en pied est estimé à 2,6 milliards de mètres cubes dont 1,5 sont commercialisables.

AFRIQUE - ECONOMIE - Ou comment pallier le manque de diplômés

16/02/2010 12:52:45 - Jeune Afrique | Par : *Christine Murriss*

Les sociétés d'assurances peinent à trouver des cadres qualifiés. La formation continue apparaît alors comme la seule solution pour faire face à cette pénurie.

Bonne nouvelle pour l'emploi : en pleine croissance, le secteur de l'assurance recrute. Mauvaise nouvelle pour les employeurs : dénicher des compétences sur le continent relève du parcours du combattant. Avec des produits de plus en plus diversifiés et une forte concurrence, le défi n'est pas mince : toutes catégories confondues (cadres, agents de maîtrise, employés), les effectifs sont à peine de 6 600 pour 128 sociétés d'assurances réparties dans les 25 pays de la Fanaf, hors Afrique du Sud,

Égypte et Nigeria. L'enjeu relève de la survie, car seuls les meilleures compagnies sortiront vainqueurs de la concentration annoncée du secteur.

« Dans une activité de service comme la nôtre, la valeur ajoutée tient tout entière à la qualité des hommes », souligne Mathieu Dierstein, vice-président délégué du groupe Ascoma, courtier en assurances présent dans treize pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Et de poursuivre : « La gestion et le développement des ressources humaines constituent une préoccupation constante. De leur côté, les compagnies d'assurances, souvent jeunes et en progression, ont à constituer un portefeuille de savoir-faire autant que de produits. L'un ne peut aller sans l'autre. »

Pas assez d'écoles spécialisées

Sur le terrain, les compagnies expriment leurs difficultés à trouver les compétences à la mesure de leurs ambitions. Le peu d'établissements qui forment des cadres de haut niveau est la principale raison invoquée. L'un des plus reconnus, l'Institut international des assurances de Yaoundé (IIA), malgré ses antennes dans les 14 pays de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (Cima), ne semble pas en mesure de répondre à la demande : depuis une quinzaine d'années en sont sortis 1 840 techniciens d'assurances et 336 agents techniques. À son siège, l'IIA forme des cadres très prisés : 557 cadres supérieurs et 133 cadres de maîtrise ont été diplômés en 17 promotions. Insuffisant en regard des besoins et du potentiel local. Face à cette pénurie, les jeunes partent se spécialiser en Europe ou aux États-Unis, et « n'en reviennent pas toujours », regrette Patrick Mommeja, responsable des assurances de personnes et de la microassurance chez Allianz. Par la force des choses, les recruteurs se rabattent sur les diplômés d'autres filières universitaires et optent pour la formation continue des salariés, via des centres privés, plus nombreux sur le continent. C'est le choix du groupe Ascoma : « Nous recherchons des commerciaux, des juristes, des informaticiens, des personnes disposant d'une bonne culture générale, qui pratiquent l'anglais ou le chinois », détaille Mathieu Dierstein. Même son de cloche chez Colina Sénégal : « Nous recrutons des juristes pour la rédaction des contrats, des ingénieurs capables d'évaluer les risques sur les sites, ou encore des commerciaux qui négocient nos produits », égrène Alain Harscoet, directeur général. En dernier recours, il reste le débauchage chez les concurrents, une pratique peu avouable devant le risque de surenchère, notamment sur les salaires, et sa répercussion sur l'ensemble des acteurs. E-learning, réunions et séminaires d'un bout à l'autre du continent, appels à des spécialistes régionaux, la formation continue est devenue l'unique solution. Colina Sénégal (onze salariés à Dakar) a de ce fait prévu d'y consacrer 10 millions de F CFA au cours de l'année 2010 : « Les quelques jeunes que nous recruterons cette année, outre leurs compétences professionnelles et relationnelles, auront besoin d'acquérir des savoir-faire spécifiques, précise Alain Harscoet. En plus du rôle pédagogique que chacun d'entre nous doit jouer, des formations internes et externes leur seront proposées. » On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Cela pourrait bien devenir la devise du secteur.

COTE D'IVOIRE - ECONOMIE - Joël Alfred Ackah : "il faut mieux adapter nos produits"

16/02/2010 12:47:37 - Jeune Afrique | Par : *Propos recueillis par Michael Pauron*

Premier marché de la zone Cima, avec un chiffre d'affaires de 167 milliards de F CFA en 2008, la Côte d'Ivoire souhaite augmenter le taux de pénétration de ses assurances auprès de sa population.

Jeune Afrique : Quelle est la situation du marché ivoirien de l'assurance ?

Joël Alfred Ackah : À ce jour, le pays compte 31 sociétés. Le marché est très ouvert : depuis 2006, les autorités ivoiriennes ont accordé quatre agréments, et trois ont été retirés en 2009. Et il est dynamique, avec une progression du chiffre d'affaires de 12,5 % en 2008, à plus de 167 milliards de F CFA. Mais, à part l'assurance automobile, que la loi rend obligatoire, le taux de pénétration des assurances auprès de la population reste trop faible. Parmi les cadres ivoiriens, par exemple, je ne sais même pas si 10 % ont assuré leur maison !

Quelles en sont les causes et comment améliorer la situation ?

Nos produits ne sont pas suffisamment adaptés au pouvoir d'achat des populations. Nous devons proposer des assurances simples, peu chères, afin notamment de toucher toutes les personnes qui pratiquent une activité informelle.

Le risk management des entreprises n'est-il pas un marché porteur pour l'assurance ivoirienne ?

La plupart des investissements sont suspendus depuis le début la guerre, en 2002. Malgré le retour de la paix, il y a peu de gros projets en cours. Le développement du marché ivoirien passe donc par l'assurance aux particuliers. Pour cela, nous devons proposer des produits plus souples.

La concurrence de grands groupes internationaux désavantage-t-elle les sociétés ivoiriennes ?

Nous n'avons pas peur de ces multinationales. Pour preuve, les premières sociétés de Côte d'Ivoire sont ivoiriennes.

N'y a-t-il pas trop de compagnies présentes sur le marché ivoirien ?

En tant que président de l'Asaci, il m'est difficile de dire qu'il y a trop de sociétés. Mais l'obligation de porter son capital à 1 milliard de F CFA au 1er avril va certainement inciter les acteurs à se rapprocher.

Un mal pour un bien ? Le secteur n'a-t-il pas besoin d'évoluer vers davantage de professionnalisme ?

Ce qui est sûr, c'est qu'un groupe est plus à même de répondre aux besoins de nos clients internationaux : nous devons pouvoir les accompagner partout, car ils veulent un seul bureau de décision et un seul interlocuteur. Nous sommes cependant confrontés à un manque de compétences : les gens qualifiés sont rares, nous payons là des années de laxisme dans le système éducatif.

AFRIQUE GABON L'arbre et la forêt

Liberation.fr, 16/02/2010 à 00h00 Par THOMAS HOFNUNG

MARC ONA ESSANGUI. Le pouvoir gabonais surveille ce patron d'ONG écolo et anticorruption, pionnier d'une société civile africaine.

Sur la table de chevet de sa chambre d'hôtel, un livre : *l'Afrique humiliée*, signé par l'ancienne ministre malienne du Tourisme, Aminata Traoré. Mais chez Marc Ona Essangui, aucune once de revanchisme ou de déploration postcoloniale. Calé dans son fauteuil roulant - il a contracté la poliomyélite enfant -, le patron de la petite mais dynamique ONG Brainforest (une quinzaine de permanents, le double de volontaires) parcourt la planète pour tenter d'empêcher la destruction de la forêt primaire du Gabon. Il était ainsi à Copenhague, début décembre, lors du sommet sur le climat. Entamé il y a dix ans, son combat a été couronné, en mai 2009, par l'attribution du prestigieux prix Goldman, décerné par une fondation américaine en faveur des défenseurs de l'environnement. 900 000 euros de récompense. Le jackpot n'est pas monté à la tête de ce père de trois enfants (dont des jumeaux), marié à une secrétaire : il vit toujours dans son modeste appartement de Libreville, la capitale du Gabon. Cette reconnaissance internationale le protégera-t-elle, désormais, des foudres du pouvoir ? Pas sûr. Il y a un an, Marc Ona avait été jeté en prison avec plusieurs activistes gabonais. Tous étaient accusés de vouloir déstabiliser le gouvernement alors que le président Omar Bongo se mourait. Sous la pression internationale, suite notamment à un courrier officiel de la speaker de la Chambre des représentants des Etats-Unis, la démocrate Nancy Pelosi, cet homme timide de 47 ans a été relâché, après une dizaine de jours de cachot dans des conditions sanitaires épouvantables.

Un vrai poison que ce Marc Ona pour le pouvoir gabonais. Il fait partie de cette poignée de militants africains qui, en marge d'une sphère politique largement gangrenée par la corruption, ont décidé de faire bouger leur pays de l'intérieur. Avec l'aide active des ONG du Nord. A son tableau de chasse, l'activiste a déjà accroché un projet d'exploitation minière concédé par le gouvernement gabonais aux Chinois au beau milieu d'une réserve naturelle. Devant le scandale, révélé par Brainforest, l'investisseur - une banque chinoise - a préféré renoncer. Marc Ona œuvre aussi au sein de la branche gabonaise de la coalition internationale « Publiez ce que vous payez », qui milite en faveur de la transparence dans le secteur pétrolier. Un véritable défi dans ce pays qui, jadis, fit les beaux jours d'Elf Aquitaine.

Forcément, le clan du Président a cru déceler sa main dans l'affaire dite des « biens mal acquis » qui a tant miné la fin du « doyen », Omar Bongo, décédé en juin 2009, après plus de quarante ans passés au sommet de l'Etat. A la suite d'une plainte déposée par des ONG en France, la police a inventorié le patrimoine immobilier de la famille régnante du Gabon. Plutôt impressionnant : une vingtaine de propriétés à Paris et sur la Côte d'Azur, des comptes bancaires en pagaille et des voitures de luxe à gogo, dont certaines ont été payées par le Trésor public du Gabon. Mais pour une fois, Marc Ona n'y était pour rien, même s'il soutient pleinement la procédure, que la justice française s'apprête à enterrer.

Pour lui, l'intronisation de Bongo reste intimement liée à un drame personnel : celui de sa maladie, et du handicap à vie qui en a résulté. Né dans un village du nord du Gabon, au lendemain de l'indépendance de cette ex-colonie française, Marc est atteint par un mal mystérieux alors qu'il n'a pas 7 ans. Ses muscles ne répondent plus. Son père, un planteur de cacao relativement aisé, passe de guérisseur en guérisseur. « Dans les années 1960, au fin fond de la brousse, personne n'avait jamais entendu parler de la poliomyélite. Mon père était persuadé qu'un oncle jaloux m'avait jeté un mauvais sort », explique-t-il. Il porte à jamais une cicatrice sur le flanc, séquelle d'un bain brûlant qui était censé vaincre le mal.

Passé le temps de l'incompréhension, le jeune garçon et sa famille font face. Ses parents se débrouillent pour l'emmener coûte que coûte à l'école. «*Quand, découragé, je refusais parfois d'y aller, mon père me battait*, confie-t-il. *Il a toujours voulu que je fasse et que je sois comme les autres.*» Dans son malheur, Marc a une chance : il est né au sein de l'ethnie majoritaire du pays, les Fang, où l'enfant - qu'il soit handicapé ou pas - est sacré.

L'élève est doué. Il poursuit avec succès son cursus au sein des institutions catholiques du pays.

«*J'avais un défi à relever*, murmure-t-il. *Je n'étais pas comme les autres, je n'étais pas le plus charmant aux yeux des filles. Je voulais avoir de bonnes notes pour me faire remarquer.*»

Son amour pour la forêt remonte à l'enfance. «*Nos billes ou nos jeux vidéo, c'étaient les parties de chasse ou de pêche dans la forêt. Ce milieu ne m'est jamais apparu hostile.*» Un cousin, plus jeune que lui, le trimbale sur son dos en permanence. «*Il ne voulait pas que je rate ces bonheurs quotidiens, cette fierté de pouvoir ramener le soir du poisson à sa mère.*» Ils ne se sont jamais perdus de vue : son ange gardien est aujourd'hui fonctionnaire à Libreville.

Après avoir obtenu son bac, Marc songe à faire son droit. Mais la fac n'est pas équipée de rampe, impossible d'accéder aux salles de cours. Il se rabat alors sur l'étude des nouvelles technologies, qui vont le passionner. Il trouve rapidement du boulot au sein du bureau du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Parallèlement, il s'implique dans des associations de défense des droits des handicapés pour lutter contre «*la stigmatisation énorme*» dont ils souffrent à Libreville. Mais Marc Ona refuse de se laisser enfermer : «*Je suis avant tout un citoyen gabonais qui s'intéresse aux problèmes de la cité.*»

Lorsqu'un Italien amoureux du Gabon lui révèle l'existence de chutes magnifiques, celles de Kongou et Mingouli, dans le nord-est du pays, menacées par l'exploitation des bois environnants par une société française, il ne réfléchit pas longtemps avant de s'engager dans ce nouveau combat en faveur de la nature. Curieusement, il ne s'est jamais rendu sur le site de ces chutes. Longtemps, elles ne furent accessibles que par pirogue. Trop dangereux pour un handicapé. Depuis, une route a été construite, mais Marc Ona, qui a tenté de s'opposer à sa construction pour ne pas dénaturer le site, refuse de l'emprunter.

«*Ce sont les sociétés civiles qui vont balayer Ali Bongo [qui a succédé à son père en août] et consorts, pas les partis*», assure-t-il. Comme de nombreux Gabonais, il se dit persuadé que le fiston a été propulsé au pouvoir avec l'aide active de la France, avec laquelle il entretient des rapports dépourvus d'affect. Et de citer Obama : «*L'Afrique n'a pas besoin de dirigeants forts, mais d'institutions fortes.*»

BENIN - POLITIQUE Opposition : tous pour un

17/02/2010 10:56:35 - Jeune Afrique | Par : *Philippe Perdrix*

Les adversaires de Boni Yayi, rassemblés dans l'Union fait la nation (Un), se cherchent un candidat unique pour la présidentielle de 2011. La course est lancée. Elle se gagnera en avril, par consensus.

Les états-majors politiques béninois préparent l'élection présidentielle de 2011. Le chef de l'État, Boni Yayi, multiplie les consultations en vue d'un vaste remaniement ministériel pour constituer un nouveau gouvernement, plus offensif. Du côté de l'opposition, on a décidé de faire cause commune autour d'une seule bannière, l'Union fait la nation (Un). Selon toute vraisemblance, le candidat unique devrait être désigné en avril prochain. Et il est fort probable qu'Adrien Houngbédji, bien que battu en 2006 – il avait obtenu 24,2 % des voix au premier tour –, ait une nouvelle fois l'occasion de faire valoir ses arguments.

À 67 ans, conformément à la Constitution, ce sera sa dernière chance. «*Je n'ai plus d'avenir politique, mais un destin si l'Union me choisit et me soutient*», explique, faussement candide, le président du Parti du renouveau démocratique (PRD), qui assure n'être ni en campagne ni candidat à la candidature. Posture du vieux sage qui attend que l'on vienne à lui ? Ou tactique bonhomme pour trancher avec l'attitude offensive de son rival le plus dangereux, Léhady Soglo ?

À 49 ans, le fils de l'ancien président **Nicéphore Soglo** est bien décidé à poursuivre sur sa lancée entamée il y a quatre ans. Il avait récolté 8,5 % des suffrages sous les couleurs de la Renaissance du Bénin, le parti «*familial*». «*Depuis, j'ai avancé et, en tant que premier adjoint à la mairie de Cotonou, j'ai fait mes preuves*», explique Léhady, dont la principale difficulté consiste à incarner le «*renouveau*» tout en assumant sa filiation. «*Je suis l'artisan de cette Union. Certains m'ont pris de haut, mais mes idées novatrices ont fini par triompher*», répond celui qui estime être le «*dynamiseur*» de cette alliance aux contours improbables et aux leaders dont le passé est jalonné de trahisons et de coups bas.

Les Béninois se souviennent encore de 1996 lorsque Adrien Houngbédji, après avoir été l'allié de Nicéphore Soglo, a facilité le retour au pouvoir de **Mathieu Kérékou**. La vengeance est un plat qui se mange froid. En 2006, c'est sur un coin de table, la veille du second tour, que Soglo règle ses comptes et signe son ralliement à Boni Yayi, l'adversaire de Houngbédji.

Un ovni politique

« Nous ne sommes plus prêts à recommencer », regrette aujourd'hui Nicéphore Soglo. « Nos divisions nous ont éloignés des responsabilités. Nous en avons pris conscience et nous sommes déterminés à en finir, nous ne voulons plus des vieux schémas », ajoute Houngbédji. La démonstration est limpide. Le discours parfaitement huilé. Mais qu'en est-il de la solidité de ces fiançailles ?

S'il n'est pas interdit d'avoir des doutes sur la durée de vie de cet ovni politique lancé en mars 2009, cette coalition de l'opposition – qui regroupe aujourd'hui cinq formations et quelques individualités – franchit pas à pas, et avec un certain talent, les étapes – et les épreuves – devant la conduire aux portes du pouvoir. Dernière en date, la convention nationale les 30 et 31 janvier à Cotonou. La charte, les statuts et le projet politique adoptés, les débats ont porté sur une question autrement plus sensible : le mode de désignation du candidat unique. En fait, les choses avaient été calées en catimini, le 27 janvier, au domicile de Nicéphore Soglo.

Une fracture Nord-Sud

Après plusieurs mois de tractations et d'habiles positionnements des uns et des autres, le mode consensuel, un processus moins risqué et plus prévisible, a finalement été retenu aux dépens de primaires. La Conférence des présidents (qui réunit les dirigeants des partis membres de l'Un) tranchera donc cette épineuse question en choisissant le meilleur d'entre eux. « Les primaires auraient créé des frustrations et alimenté les divisions », estime Houngbédji, certainement plus à l'aise devant ses pairs – à la connivence établie – qu'à la tribune face à des militants capricieux. Fin manœuvrier, il a gagné la première manche. « Si nous voulons gagner, nous savons quel cheval mettre devant », ose un proche. Le clan Soglo appréciera ce coup de canif. « J'étais partisan de - primaires, mais je suis toujours en course », réplique le maire adjoint de Cotonou, persuadé qu'il est le mieux placé pour battre le président sortant.

Avec un écueil de taille : cette bipolarisation contient les germes d'une fracture entre le Nord – la région de Boni Yayi – et le Sud – d'où sont originaires tous les dirigeants de l'Un. « Ce danger est réel, et tout notre discours consiste à prouver que notre dynamique transcende d'éventuels clivages communautaires », assure Léhady Soglo. Une dynamique qui, arithmétiquement en tout cas, prend tout son sens. Le Sud représente plus de 60 % du corps électoral, et le total des voix recueillies en 2006 par l'ensemble des candidats de l'Union dépasse les 54 %. De quoi faire frémir le palais de la Marina ? « 2011 ne sera pas 2006, et les voix ne s'additionnent pas, analyse un proche du chef de l'État. S'ils restent unis jusqu'au bout, ce qui paraît peu probable, l'élection pourrait se jouer dès le premier tour mais, à ce jeu, la prime au sortant va jouer à fond. En cas de second tour, les alliances se recomposeront. »

L'inconnue **Abdoulaye Bio-Tchané**, l'actuel président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) – parti en campagne sans l'avouer ni publiquement ni officiellement –, entre alors dans l'équation. Originaire du Nord, il pourrait fragiliser les positions de Boni Yayi. Ministre de l'Économie et des Finances sous Kérékou et ex-directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI), réputé rigoureux et à la compétence avérée, il jouit aussi d'une bonne cote dans le Sud.

Une Conférence nationale en 1990, une alternance démocratique sans heurts en 1996, une retraite en 2006 pour Mathieu Kérékou qui n'a pas osé toucher à la Constitution pour se maintenir...

Décidément, le Bénin aime moderniser le logiciel politique africain. Cette union de l'opposition est la dernière proposition. Les Béninois ont toujours été très sensibles aux idées novatrices.

«Gbagbo pourrait avoir tout le monde à l'usure»

Lefigaro.fr, Par Thomas Vampouille 17/02/2010 | 07:25

INTERVIEW - Pour Gilles Yabi, analyste politique indépendant et spécialiste de l'Afrique de l'Ouest, la dernière manœuvre du président ivoirien vise à reporter l'élection présidentielle jusqu'à ce qu'il soit assuré de sa réélection.

Le président ivoirien Laurent Gbagbo a annoncé vendredi dernier la **dissolution du gouvernement d'union nationale et de la Commission électorale indépendante (CEI)**. Il hypothèque ainsi une nouvelle fois la perspective d'une élection présidentielle, promise depuis 2005 et censée mettre un terme à la crise politique dans lequel le pays se trouve englué depuis le coup d'État manqué de 2002.

LEFIGARO.FR. - Pourquoi Laurent Gbagbo a-t-il provoqué ce nouveau coup de théâtre ?

Gilles YABI. - Le problème de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire n'a pas changé depuis 2005 : il s'agit toujours pour Laurent Gbagbo de pouvoir y aller en étant assuré de sa réélection. Tant qu'il n'a pas cette garantie, il y a de fortes chances pour qu'il mette tout en œuvre pour reporter le scrutin. Or ces derniers temps, la Côte d'Ivoire approchait à grands pas de l'établissement de listes électorales définitives, ce qui rendait une élection de plus en plus inévitable. Laurent Gbagbo savait que c'était le moment ou jamais d'entraver à nouveau le processus.

Comment Laurent Gbagbo pourrait-il justifier de nouveaux reports ?

Après le coup de vendredi, l'opposition contestera sûrement la composition du nouveau gouvernement, puis de la nouvelle CEI, ce qui donnera lieu à de nouvelles négociations qui prendront du temps. Ensuite, il faudra reprendre le processus d'établissement des listes électorales là où il en était. On retrouvera donc les contentieux qui ont mené à la crise de ces dernières semaines. Puis Gbagbo a encore plus d'un tour dans son sac. Il pourrait par exemple s'appuyer sur le processus de désarmement de la rébellion ou sur celui des transferts de pouvoir dans le nord du pays, prévus comme des préalables à l'élection et qui sont au point mort. Autant de petits coups politiques qui font gagner à chaque fois quatre ou six mois.

Est-ce qu'une élection a toujours des chances de se tenir en 2010 ?

C'est peu probable. En 2005, quand l'élection a pour la première fois été annulée, personne n'imaginait qu'on puisse aller jusqu'en 2010 sans scrutin, et pourtant nous y sommes. A force de reports, le pays a fini par s'adapter à cette situation. Il fonctionne tant bien que mal et il n'y a pas d'urgence autre que démocratique à la tenue d'une élection.

L'opposition ne peut-elle pas réagir ?

En faisant traîner les choses, Laurent Gbagbo compte justement sur un essoufflement et une marginalisation de l'opposition. Il a toujours de nombreux partisans dans le pays et après presque dix ans de pouvoir, il bénéficie d'importants moyens financiers qui lui permettent de peser sur les élites. Enfin il dispose toujours de l'usage de la force et il n'hésitera pas en s'en servir. En 2004, la répression d'une manifestation de l'opposition avait fait plus de 100 morts à Abidjan.

La communauté internationale, engagée en Côte d'Ivoire, pourra-t-elle encore laisser passer une année sans élection ?

Ces derniers temps, la communauté internationale a essayé de laisser le processus aux mains des Ivoiriens. En voyant que 2010 risque de passer sans élection, elle pourrait bien se réinvestir mais sa marge de manœuvre est faible. Un retrait des forces* signifierait une perte irrémédiable d'influence. Les sanctions des Nations Unies sont déjà en place et semblent sans effet. Finalement, l'unique porte de sortie pourrait bien être de valider une élection contestable maintenant le pouvoir en place. Dans ce cas, Laurent Gbagbo aurait eu tout le monde à l'usage.

** La force de l'ONU compte 7.450 hommes en Côte d'Ivoire, dont 900 appartenant aux forces françaises «Licorne». Le Conseil de sécurité a renouvelé fin janvier leur mandat pour quatre mois et prévoit même d'augmenter, pour la durée du processus électoral, leur nombre à 7.950.*

AFRIQUE - SPORTS - Comment Hayatou a raté sa CAN

15/02/2010 18:22:51 - Jeune Afrique | Par : Alexis Billebault

La Coupe d'Afrique des nations était la plus belle vitrine du football africain. L'édition angolaise a été catastrophique. Le controversé président de la CAF se dit « satisfait » alors que plusieurs voix réclament aujourd'hui sa tête.

Il transpire l'autosatisfaction, distribue les bons points à l'Angola et sanctionne le Togo, privé de Coupe d'Afrique pour les deux prochaines éditions. Le comportement d'Issa Hayatou est inexplicable. Aujourd'hui, dans les bâtiments classieux du siège de la Confédération africaine de football (CAF), basée au Caire, il ne peut pas faire l'économie d'une introspection. Ni ignorer les attaques qui se sont multipliées contre lui au cours du mois dernier. Et en tirer, peut-être, des conclusions définitives.

Il devra peut-être aussi répondre devant la justice. **L'État togolais a porté plainte** jeudi 4 février à Paris contre les rebelles angolais et contre la CAF et son président.

Bien sûr, Issa Hayatou n'est pas un homme seul. Ses affidés, face à la contestation qui enfle, préparent déjà la réplique. Ils mettront en avant les points positifs de l'action du président de la CAF, qui s'apprête à fêter en mars prochain son vingt-deuxième anniversaire à la tête de l'institution. Dans la tempête, le Camerounais, qui en théorie **est encore aux commandes jusqu'en 2013**, va pouvoir compter ses vrais fidèles, ceux qui iront au front pour défendre son bilan.

Ils expliqueront que sous son règne le nombre de participants à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) est passé de huit à douze en 1992, puis à seize en 1996 ; que Hayatou a également réformé les compétitions de clubs en remplaçant la Coupe des clubs champions par une Ligue des champions, inspirée du modèle européen ; qu'il a créé la CAN des moins de 17 ans, la CAN

féminine et le Championnat d'Afrique des nations (Chan), réservé aux joueurs locaux ; que, grâce à lui, l'Afrique du Sud accueillera cette année (11 juin-11 juillet) la première Coupe du monde organisée sur le sol africain. Et ses plus ardents défenseurs n'omettront pas de rappeler que la CAF a appris à se vendre au-delà des frontières du continent et que ses finances se portent plutôt bien.

Le bilan, pour ses détracteurs, reste un peu court. « On espérait de Hayatou des dispositions pour éviter le pillage des talents africains, dont certains se retrouvent à la rue une fois en Europe, ou encore des mesures pour améliorer l'arbitrage », observe Nouredine Salhi, rédacteur en chef des sports à Radio Soleil (Paris).

Outre son action, il y a aussi un problème autour de sa personnalité et de son mode de management. Il a souvent été reproché au « big boss », totalement imperméable à la critique, de prendre beaucoup de décisions seul et de s'exprimer au nom du football africain sans toujours se donner la peine de consulter. Cette façon de fonctionner lui a déjà coûté cher.

En 1998, l'année où le Brésilien João Havelange achevait son sixième et dernier mandat à la tête de la Fédération internationale de football association (Fifa), le Camerounais décidait de rouler pour Lennart Johansson, alors président de l'UEFA, et tentait de convaincre le comité exécutif de la CAF de voter pour le candidat suédois. Après le scrutin, Hayatou a compris que plusieurs associations africaines avaient préféré donner leur voix au Suisse **Joseph Blatter**.

Quatre ans plus tard, il se lançait lui-même dans la course à la présidence, et encore une fois sans avertir les présidents des cinquante-trois associations africaines. Mais il était lâché par la majorité des délégués africains, et devait avaler son chapeau une fois de plus.

Sa réélection à la tête de la CAF il y a un an pour un sixième mandat a été marquée par une série de chausse-trapes à l'encontre des autres prétendants, dont l'Ivoirien Jacques Anoma. Ce dernier avait été évincé de la présidence de l'Union des fédérations ouest-africaines de football (Ufoa) avant d'être réhabilité par la Fifa en 2007. Quelques mois plus tard, c'est un de ses soutiens, le Togolais Tata Avlessi, qui faisait les frais d'une sanction de la CAF, elle aussi annulée par le Tribunal arbitral du sport en mars 2008.

Converti au sport business

Aujourd'hui, beaucoup évoquent l'absence d'un vrai projet pour un football africain converti au sport business, dont les droits de retransmission de l'épreuve reine de la CAF ont augmenté de près de 60 % en deux ans, ce qui a empêché la grande majorité des pays africains de suivre l'édition 2010.

À Luanda, lors de l'assemblée générale de la CAF organisée en marge de la CAN, Hayatou s'en est pris aux fédérations africaines. Il leur reproche un manque d'initiatives et d'idées. « **Hayatou croit qu'il est la CAF**. Et beaucoup de présidents de fédérations africaines considèrent que la CAF appartient à Hayatou et à son entourage. Il décide de tout, et il vient ensuite critiquer les fédérations – qui sont souvent dirigées par des gens qui ne comprennent rien à rien – pour leur manque d'idées », regrette le Camerounais Joseph-Antoine Bell, ancien gardien de but international aujourd'hui consultant.

Pendant qu'il critique les fédérations, le président de la CAF continue, en toute impunité, d'enchaîner les ratages. On attend ainsi toujours la réaction de la Confédération sur les incidents du match Égypte-Algérie qualificatif pour la Coupe du monde, le 14 novembre dernier au Caire, quand quatre joueurs maghrébins avaient été blessés lors du caillassage de leur bus par des hooligans égyptiens. Les esprits retors s'étaient alors empressés de faire le lien entre cet étonnant silence, la présence du siège de la CAF dans cette ville et le nombre de collaborateurs égyptiens de Hayatou. Mais le plus grave était à venir.

Le 8 janvier, quand les deux bus de **la délégation togolaise sont attaqués à l'arme lourde** par des séparatistes du Front de libération de l'État du Cabinda (Flec) malgré l'escorte fournie par le gouvernement angolais, la CAF se réfugie d'abord derrière un retentissant silence. Quand elle s'exprime enfin, c'est pour reprocher aux Togolais d'avoir rejoint en bus Cabinda depuis Pointe-Noire (Congo), où ils venaient d'achever leur stage de préparation. « Le Togo est la seule équipe qui ne nous avait pas prévenus de son itinéraire. Il y a pourtant des statuts précis », regrette par ailleurs l'entourage du président. Les organisateurs étaient bel et bien informés, puisqu'ils ont fourni une escorte militaire dès le passage de la frontière.

La gestion de cette affaire a été jugée « scandaleuse », notamment par la presse africaine. La minute de silence d'à peine vingt secondes, en préambule du match d'ouverture **Angola-Mali (4-4)**, a suscité l'indignation. Prévoir des matchs dans une région réputée dangereuse était un risque inconsidéré. D'autant qu'il semble maintenant acquis que la CAF avait été informée par la Fifa avant l'ouverture de la compétition de menaces directes des indépendantistes cabindais.

Il a gâché sa finale

Hayatou, escorté d'un comité exécutif aux ordres, s'était finalement rendu à Cabinda afin d'exprimer sa compassion aux Éperviers. Et de leur assurer qu'ils ne seraient pas sanctionnés en cas de forfait...

Et le 30 janvier, à la veille de la finale entre l'Égypte et le Ghana (1-0), il annonçait que le Togo, en plus d'une amende de 50 000 dollars, était suspendu pour les deux prochaines éditions de la CAN. « Ce n'est vraiment pas malin. Non seulement sa décision est injuste, mais avec cette déclaration il a gâché lui-même sa finale », estime Joseph-Antoine Bell.

Dans le quotidien sportif français L'Équipe, le capitaine togolais **Emmanuel Adebayor** a dénoncé « une décision monstrueuse ». Pour l'attaquant de Manchester City (Angleterre), qui n'est pas réputé pour savoir tenir sa langue, « Hayatou a beaucoup servi l'Afrique, mais, aujourd'hui, il doit dégager ». « Dans un tel cas de figure, il y a deux possibilités : soit le président démissionne, soit il est démissionné », explique l'ancien gardien de but de Marseille et de Bordeaux. La première hypothèse est peu probable, Hayatou n'étant pas homme à reconnaître ses erreurs ni à se remettre en question. Il n'y a guère plus de chances qu'il soit remercié, ce genre de sanction n'étant pas vraiment dans la culture de la CAF.

Sans cautionner l'ingérence du pouvoir politique dans les affaires du football, il est à regretter qu'après **les sanctions contre le Togo** il n'y ait pas eu plus de réactions parmi les dirigeants du continent. Si l'Union africaine a demandé, à l'issue du sommet d'Addis-Abeba, que la CAF reconsidère l'exclusion du Togo, les chefs d'État n'ont pas jugé utile de réagir en leur nom personnel. Le comportement de la direction de la confédération est une atteinte à l'image de l'Afrique tout entière. Il y a eu le drame togolais, mais également tous les ratés de l'organisation. À l'heure où nous mettions sous presse, à l'exception du Togo (voir l'interview du président Faure Gnassingbé pp. 22-28), seul le Botswana, par la voix de son ministre des Sports, avait réagi, se disant « choqué » par la décision de la CAF. Peu de commentaires aussi parmi les grands noms du football africain.

La presse africaine, elle, s'est indignée de cette décision « inhumaine et impopulaire » (L'Observateur Paalga du Burkina), « injustifiée et inappropriée » (Le Patriote de Côte d'Ivoire). Avec cette sanction scandaleuse, la CAF s'est essuyé les pieds sur la mémoire des victimes du massacre de Cabinda.

20 ans de zoblazo avec Meiway Disque anniversaire, M20

RFI, Paris 16/02/2010 -

L'Ivoirien Meiway ambiance depuis vingt ans le continent africain, avec son révolutionnaire zoblazo. M20, son nouvel album célèbre en fanfare cet anniversaire et offre l'occasion de revenir sur les ingrédients qui composent cet indémodable cocktail afro.

RFI Musique : Dans le morceau 20th Birthday, vous chantez votre rêve d'enfant, un rêve qui vous a conduit à devenir Meiway. Comment est né le zoblazo en 1989 ?

Meiway : Dans les années 1980, Abidjan était une plaque tournante de la musique africaine, mais les Ivoiriens écoutaient surtout des musiques étrangères, le soukouss, le makossa, etc. Il fallait faire sortir notre musique ivoirienne de ses frontières. En rentrant en studio, mon idée était de révolutionner la musique de mon pays. Avec mon arrangeur de l'époque, Bamba Yang, on s'est appuyé sur les rythmes de ma région de Grand-Bassam, en y ajoutant des ingrédients d'ailleurs pour faire une musique métisse très entraînante. Aujourd'hui, partout où je passe, on a l'impression que ce que je joue provient du terroir que je visite. C'est une belle approche, je trouve.

Quelles sont les particularités de la musique de Grand-Bassam ?

D'abord, les tam-tams parleurs de l'abissa qui est une danse annuelle pour célébrer la nouvelle année. Ensuite, Grand-Bassam est la ville où les colons ont débarqué : nous avons été les premiers à connaître les instruments modernes et notamment les cuivres. Je me suis beaucoup inspiré des musiques de fanfare pour imaginer le zoblazo. Par dessus, j'ai rajouté la guitare saturée, la basse, la batterie, les synthés pour donner une couleur mondiale à ma musique.

De quels artistes africains, européens ou internationaux vous sentez-vous l'héritier ?

Musicalement, je n'ai pas suivi le processus d'un mouvement musical déjà enclenché, j'ai créé une musique qui n'existait pas. Dans les textes, par contre, je me suis inspiré de "grandes gueules" de la musique africaine, comme Fela Kuti ou Pierre Akendengue, des messagers. Côté couleur de voix, j'ai été émerveillé tout petit par un Ivoirien virtuose de la chanson, avec une voix très soul, Bailly Spinto. Il était très en avance sur son temps.

Les "faroteurs" et toute la mouvance du coupé-décalé tiennent-ils de vous ?

Jusqu'en 1994, j'étais le seul à créer une musique urbaine populaire qui sortait de la Côte d'Ivoire. Et puis, est arrivée une génération qui a puisé dans le patrimoine culturel ivoirien pour créer d'autres genres musicaux... Derrière la locomotive, il y a eu autant de wagons, jusqu'aux "faroteurs" d'aujourd'hui. Je dirais que ce sont des "descendants" de Meiway et qu'aujourd'hui, nous faisons ensemble de cette musique ivoirienne, une fierté pour notre pays.

Vous avez fait de choses très sérieuses, des chansons légères, je pense notamment à la prudencia, une danse de guerre où les danseurs évident des balles imaginaires...

A l'époque, la Côte d'Ivoire était en pleine crise, il y avait beaucoup de tueries, de disparitions, donc je lançais un appel aux populations. Il fallait être prudent. Je disais dans cette chanson (ndlr : *KK Mou Prudencia*), que notre pays était un modèle de paix, que l'Ivoirien ne connaissait pas le pistolet. Dans un tel contexte, les artistes sont les rares personnes à faire plus ou moins l'unanimité, nous avons la capacité à rassembler plus que les hommes politiques. Je suis un chanteur engagé pour les populations.

Dedans par MEIWAY **Meiway M20 (Lusafrica/Sony Music) 2010 En concert le 15 mai à l'Élysée Montmartre, à Paris**

Eglantine Chabasseur

NIGERIA - POLITIQUE - Goodluck Jonathan : la force tranquille

16/02/2010 17:42:52 - Jeune Afrique | Par : *Marianne Meunier*

Goodluck Jonathan a dû batailler ferme pour devenir enfin le nouvel homme fort du Nigeria. Portrait d'un homme à la force tranquille.

À Abuja, la rumeur circulait que depuis deux mois Goodluck Jonathan ne mangeait plus que des plats concoctés par Patience, son épouse. La cuisinière est peut-être moins virtuose que les chefs du palais d'Aso Rock, mais avec elle, au moins, les risques d'empoisonnement étaient limités.

Désormais, le vice-président du Nigeria doit redoubler de vigilance. Le chef de l'État, Umaru Yar'Adua, **étant hospitalisé en Arabie saoudite** depuis le 23 novembre 2009 pour une mystérieuse maladie cardiaque, les deux chambres du Parlement ont décidé, le 9 février, de confier à **Jonathan la présidence intérimaire**. Colère des partisans du président souffrant – et surtout de son épouse, Turai. Yar'Adua étant musulman et originaire du nord du pays, ils redoutent que Jonathan ne favorise les siens : les Ijaws, son ethnie, chrétienne et présente dans le Sud. Jusqu'à une éventuelle élection anticipée ou un retour inattendu de Yar'Adua, leur bête noire, 52 ans, est aux commandes de l'État le plus peuplé (150 millions d'habitants, 1,6 million de barils de brut par jour) du continent.

Le cas de figure – un président absent pour une durée indéterminée sans avoir transmis le pouvoir – étant inédit, la désignation de Jonathan n'est pas constitutionnelle. Le 10 février, le Conseil des ministres a cependant entériné la décision des parlementaires. Il y avait urgence : 77 jours d'arguties juridiques et de luttes de clans ont **paralysé le Nigeria**. Certains États de la fédération, qui en compte trente-six, n'ont pas reçu leurs allocations mensuelles pour payer les fonctionnaires. Le budget 2010 n'a pas été voté. Mi-janvier, trois cents personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements intercommunautaires. L'absence d'un chef se fait cruellement sentir.

L'HOMME JOUFLU AU REGARD CARESSANT, réputé sympathique mais un brin timide, en aura-t-il l'envergure ? Le 10 février, **Jonathan** a présidé son premier Conseil des ministres. Depuis le départ de Yar'Adua, il prenait soin de ne pas donner l'impression de prendre la place du calife. Mais ce jour-là, Monsieur Loyal **s'est assis à la place du grand absent**. Son premier acte de président en exercice : un remaniement ministériel visant surtout Michael Aondoakaa, le ministre de la Justice – devenu « ministre des missions spéciales » –, soupçonné d'avoir empêché les procédures engagées en vue du transfert des pouvoirs.

Le bien nommé – on pourrait traduire Goodluck par « bonne fortune » – a peut-être fini par croire qu'une bonne étoile planait au-dessus du chapeau à larges bords qu'il porte souvent. Il y a dix ans, il n'était que vice-gouverneur du Bayelsa, l'un des neuf États pétroliers de la fédération, dans la région trouble du Delta du Niger, dans le sud du pays. Sa spécialité d'alors, ce ne sont pas les animaux politiques, mais les animaux tout court. Jonathan est docteur en zoologie et enseigne dans une École normale supérieure. En bon notable, il décide, en 1999, de goûter au pouvoir en se présentant aux côtés du futur gouverneur du Bayelsa. Numéro deux, déjà. Mais il arrive que le malheur des uns fasse le bonheur des autres. Inquiété par la justice pour une affaire de corruption, Diepreye Alamieyeseigha démissionne en 2005. Jonathan lui succède mécaniquement. Aujourd'hui, le scénario se reproduit avec Yar'Adua.

Derrière l'ascension fulgurante de cet universitaire, il n'y a pas seulement la chance. Il y a aussi un homme : l'ex-général Olusegun Obasanjo, chef de l'État de 1999 à 2007. Le prédécesseur de Yar'Adua, aujourd'hui à la tête du conseil d'administration du People's Democratic Party (PDP, au pouvoir), avait noté sa loyauté et sa discrétion. C'est lui qui, en 2005, a dû le convaincre de prendre la place du gouverneur. Quand il s'est agi de choisir le colistier de Yar'Adua à la présidentielle de 2007, Obasanjo a pensé à Jonathan. Pour lui, qui espérait bien continuer à tirer les ficelles en coulisses, le zoologue serait un fidèle idéal. Dès le 23 novembre, Obasanjo caresse l'espoir de voir son protégé prendre la place de Yar'Adua, appelant même à la démission de ce dernier.

Père de deux enfants, chrétien pratiquant, le président par intérim a promis, dans son discours télévisé du 9 février, de **panser toutes les plaies du Nigeria**. Déficit énergétique, conflits

intercommunautaires, rébellion dans le Delta du Niger, corruption... Ce dernier point a rappelé à certains téléspectateurs que son épouse avait été accusée, en 2006, du détournement de 13,5 millions de dollars. Et que, depuis que le gouverneur est devenu vice-président, le sujet est tombé aux oubliettes.

Forum de Bamako: "l'Afrique peut nourrir ses propres enfants"

BAMAKO (AFP) - mardi 16 février 2010 - 18h23 –

"L'Afrique peut nourrir ses propres enfants", a lancé mardi le Premier ministre malien Modibo Sidibé à l'ouverture de la 10e édition du "Forum de Bamako" dont le thème central est le défi alimentaire, a constaté l'AFP. Des universitaires africains, européens, américains, asiatiques ainsi que des décideurs publics et des spécialistes des questions de développement participent jusqu'à samedi à ce colloque sur le thème: "l'Afrique 50 ans après: la faim sur le continent africain".

"Il n'y a pas de fatalité, l'Afrique peut nourrir ses propres enfants (...). Le capital humain est sans contexte le plus important du développement agricole", a déclaré dans son discours d'ouverture M. Sidibé. La représentante du Programme alimentaire mondial (PAM) au Mali, Alice Martin-Daihirou a rappelé que "90% des enfants malnutris vivent en Asie et en Afrique. (...) En 2050, il y a aura 9,1 milliards de personnes dans le monde et il va falloir augmenter de 70% la production agricole actuelle", a ajouté Mme Martin-Daihirou, au nom de l'organisme d'aide alimentaire de l'ONU.

"La révolution verte, exige une solidarité (...). Nos dirigeants, nos élites doivent réagir", a déclaré de son côté M. Abdoulaye Coulibaly, vice-président du "Forum de Bamako".

Giec : l'avis d'un climatologue du Sénégal

Liberation.fr, mardi 16 février 2010

Amadou Thierno Gaye dirige le laboratoire de physique de l'atmosphère et des océans de l'Université de Dakar. Il coordonne le programme international AMMA (analyse multidisciplinaire de la mousson africaine) pour l'Université Cheikh Anta Diop. Il réagit à la mise en cause du Giec, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Que pensez-vous du Climategate et des mises en causes du Giec ?

Amadou Gaye : franchement, vu du Sénégal, cela semble plutôt anecdotique. Une sorte d'emballement médiatique sur des points de détail. J'ai participé à l'écriture du dernier rapport du Giec, il ne s'agit pas d'un petit groupe qui aurait une religion sur le climat du futur. Le Giec, c'est 450 auteurs principaux, plus de 800 auteurs contributeurs, pour l'essentiel des scientifiques dont les publications montrent qu'ils sont au cœur de leur disciplines. Et qui sont volontaires et bénévoles pour faire un travail collectif d'évaluation des recherches menées à travers le monde sur le climat. On y trouve bien sûr les leaders scientifiques des pays riches mais aussi des scientifiques des pays du sud.

Certains accusent le Giec d'être politisé ?

Amadou Gaye : il est vrai que les résumés pour décideurs sont adoptés en séance plénière par les délégations gouvernementale, mais elles ne peuvent pas modifier les chiffres ou le texte en profondeur. Quant aux scientifiques, une fois les rapports rédigés, nous retournons dans nos laboratoires pour améliorer notre compréhension du climat actuel et futur. De plus, expliquez moi pourquoi les gouvernements n'osent plus mettre en doute notre travail alors que nous les confrontons à leurs contradictions, puisque la Conférence de Copenhague a bien montré qu'ils ne sont pas prêts à agir.

Comment expliquez-vous les erreurs qui ont été relevées dans le dernier rapport ?

Amadou Gaye : elles ne sont pas dans le rapport auquel j'ai participé, celui du groupe-1 qui s'occupe de la physique du climat. Nous avons une procédure très rigoureuse, avec trois étapes de vérification. Il est possible que le groupe-2, qui s'occupe des impacts du changement climatique n'ait pas été assez rigoureux dans ses références à l'observation du climat car il n'est pas constitué des scientifiques qui s'en occupent, c'est probablement l'origine de l'erreur sur les glaciers de l'Himalaya. Mais s'il peut y avoir des erreurs ici ou là, cela ne pèse pas grand chose à côté de la masse d'informations qui sont apportées par les milliers de pages des rapports.

Le Giec n'est-il pas orienté, ou réservé à une seule opinion ?

Amadou Gaye : lorsque l'on regarde la liste des scientifiques de premier plan qui y contribuent on voit mal comment ils prendraient le risque de perdre leur crédibilité en écrivant autre chose que ce qui émerge de la littérature scientifique. Et les scientifiques qui veulent contester tel ou tel point peuvent le faire et les rédacteurs doivent leur répondre point par point.

Le Giec n'exagère-t-il pas les risques ?

Amadou Gaye : pour un Africain, et un habitant du Sahel comme moi, je peux dire que les risques sont ceux d'aujourd'hui... mais multipliés. Même si des incertitudes existent, le risque de voir le rythme de la mousson changer trop vite pour s'y adapter est très grand. Il faut donc diminuer ce risque, et la seule manière de le faire, c'est de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre.

COTE D'IVOIRE - Politique - Formation d'un nouveau gouvernement : l'ex-rébellion soutient Soro

17/02/2010 10:26:55 - La rédaction web de Jeune Afrique

Le Premier ministre Guillaume Soro, chargé de composer rapidement un nouveau gouvernement, peut s'appuyer sur les Forces nouvelles. L'ancienne rébellion, dont il est à la tête, l'encourage à poursuivre l'effort de normalisation qui doit mener à une prochaine élection présidentielle.

Mis à jour à 10h 26

Guillaume Soro doit jouer serré mais il a le soutien de ses troupes. Les dirigeants des Forces nouvelles (FN, ancienne rébellion ivoirienne) ont assuré leur leader de leur soutien, mardi 16 février. Le Premier ministre, qui doit former un nouveau gouvernement "avant la fin de la semaine" après la **dissolution du cabinet et de la commission électorale**, peut donc compter sur ses partisans qui entendent bien que soient préservés les acquis de l'accord de paix signé en 2007 à Ouagadougou. Dans le cadre de ses consultations avec les partis politiques, débutées lundi, Guillaume Soro a rencontré la direction des FN dans leur fief de Bouaké (centre).

Après la reconduction de Soro comme Premier ministre, le 13 février, l'ex-rébellion lui apporte tout son soutien. Les FN ont salué sa volonté de "préserver les acquis de l'accord politique de Ouagadougou et de poursuivre (ses) objectifs", comme "l'achèvement de la liste électorale, l'organisation des élections dans les meilleurs délais et la réunification du pays".

Des profils moins "marqués" politiquement

Le président Laurent Gbagbo a causé un trouble important, vendredi, en dissolvant le gouvernement et la Commission électorale indépendante (CEI), après plus d'un mois de crise dans cette institution. Chargée d'organiser le scrutin présidentiel sans cesse reporté depuis 2005 et censé clore la crise née du coup d'Etat manqué de 2002, la CEI a été soupçonnée de fraude par le camp présidentiel.

Dans un courrier remis lundi à son homologue ivoirien, le président burkinabè Blaise Compaoré a lui aussi plaidé pour le respect de l'accord de Ouagadougou. Il a souhaité que le **nouveau gouvernement** "ait une feuille de route claire" pour organiser rapidement l'élection.

Lors d'une rencontre lundi soir à Yamoussoukro, capitale politique de Côte d'Ivoire, le président Gbagbo et le Premier ministre "se sont entendus sur le format" du gouvernement. Ces derniers jours, l'idée d'un collège de ministres plus restreint que le précédent (de 33 membres) a été souvent avancée. Le gouvernement pourrait compter des profils moins "marqués politiquement", selon un proche de Guillaume Soro.

Quelle place pour l'opposition ?

Laurent Gbagbo a dénoncé un processus de paix "pris en otage par des partis politiques" et réclamé, au moment de la dissolution, un "gouvernement de sortie de crise" qui ne soit pas "aux ordres" des partis.

L'une des grandes questions demeure cependant la **participation de l'opposition** et sa place dans ce nouveau gouvernement. L'opposition a qualifié la dissolution de "coup d'Etat" et a décidé de ne plus reconnaître Laurent Gbagbo **en sa qualité de chef de l'Etat**.

Réunie au sein du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP), qui compte l'ancien président Henri Konan Bédié et l'ex-Premier ministre Alassane Ouattara, elle a conditionné son retour au gouvernement à un "rétablissement" de la CEI dissoute. Prévue pour "fin février-début mars" selon le dernier calendrier, l'élection présidentielle est désormais reportée à une date indéterminée. En réalité au moins trois mois après que la crise à la CEI - dont le président avait été accusé de "fraude" sur la liste des votants - soit résolue.

CONTINENTAL - ECONOMIE - La leçon de Stiglitz

17/02/2010 12:33:53 - Jeune Afrique | Par : *Samir Gharbi*

Dans son dernier livre, le Prix Nobel d'économie 2001 critique la voie de sortie de crise choisie par les États-Unis et l'Europe. Quant à l'Afrique, il préconise une diversification de son économie.

Connu pour son hostilité à la guerre contre l'Irak de George W. Bush – « une guerre de 3 000 milliards de dollars », disait-il en 2008 –, l'Américain Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie en 2001, enfonce le

clou en dénonçant, cette fois, la faillite du capitalisme « cupide » et de Wall Street, le temple de Bourse mondiale.

À l'occasion de la **sortie de son dernier livre**, *Le Triomphe de la cupidité* (éd. Les liens qui libèrent), le 11 février, à Paris, il nous a fait part de la déception que lui inspirent les « solutions cosmétiques » proposées par les États-Unis et l'Europe pour sortir de la « grande dépression » de 2008. « Je ne suis pas optimiste à court terme, mais j'espère qu'à long terme on finira par trouver les moyens de réguler le capitalisme en équilibrant le rôle du marché et celui de l'État », a-t-il confié.

Ce n'est pas la première fois que Stiglitz, 67 ans, trouve le courage de dire aux Américains – et au reste du monde – que leur foi dans le capitalisme est mal placée et que, à l'instar du Dr Frankenstein, ce système économique a produit un « monstre » dont le seul culte est le profit.

Sa croisade en faveur d'une réforme du système ne fait que commencer. Véritable leçon d'économie sociale et politique, son *Triomphe*, publié simultanément en douze langues, résonne comme un appel mondial en faveur d'un capitalisme anti-Wall Street et pro-Main Street (en faveur du peuple).

Son message **pour l'Afrique** ? En finir avec la « mentalité » d'éternel fournisseur de matières premières. « Le continent, s'il veut émerger, devrait jouer un rôle plus actif dans l'industrie et l'agriculture », conclut le chercheur.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE - ECONOMIE - La Cedeao sera ferme face aux crises régionales

16/02/2010 17:56:28 - La rédaction web de Jeune Afrique

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont mis l'accent sur la nécessité de la coopération interrégionale lors du sommet du mardi 16 février.

Le sommet de la Cedeao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), initialement prévu en décembre mais reporté plusieurs fois, a été ouvert mardi 16 février par le président nigérian par intérim, **Goodluck Jonathan**. Il a appelé les dirigeants de la région à œuvrer en faveur de la coopération et de l'intégration.

"Le sommet devrait prendre des décisions fermes pour résoudre les problèmes auxquels font face certains pays de la région", a déclaré à l'AFP Mohammed Ibn Chambas, le président sortant de la Cédéao.

Le premier enjeu est de **désigner un successeur** au ghanéen Ibn Chambas. Les pays membres choisiront à huis clos entre l'ancien ministre sénégalais Abdoul Aziz Sow et l'ancien premier ministre burkinabé Kadré Désiré Ouédraogo.

Promouvoir la paix

Le Niger et la Guinée ont été suspendus en raison des récents événements politiques survenus dans ces pays. "Le développement et l'intégration économique ne pourront prospérer que dans une atmosphère de paix", a souligné Mohammed Ibn Chambas.

Au Niger, Mamadou Tandja a organisé **un référendum** en août 2009 pour modifier la constitution. Il est donc toujours en fonction, même si son deuxième mandat devait se terminer le 22 décembre 2009.

En Guinée, la situation s'améliore : le pays s'est doté lundi 15 février d'un **gouvernement de transition**. Il doit mener le pays vers une élection présidentielle en juin.

En Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo a décidé samedi 13 février de **dissoudre le gouvernement** et la Commission électorale indépendante (CEI), qu'il accuse d'avoir tenté d'introduire frauduleusement 429 000 noms sur la liste électorale. Cette décision a provoqué un regain de tension. L'opposition dénonce un "coup d'Etat".

Le mardi 16 février, les Ivoiriens sont toujours dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement, sous la houlette du premier ministre Guillaume Soro, maintenu dans ses fonctions.

ZIMBABWE - ECONOMIE - L'Europe reconduit les sanctions envers le Zimbabwe

16/02/2010 18:08:08 - La rédaction web de Jeune Afrique

L'Union européenne (UE) renouvelle les sanctions contre le Zimbabwe. L'entêtement du vieux président, Robert Mugabe, à se maintenir à la tête du pays continue de plonger le pays dans la pauvreté.

Les Européens ont reconduit pour une année supplémentaire les sanctions contre le Zimbabwe. En cause : les violations répétées des droits de l'homme et des libertés fondamentales par le régime du chef de l'Etat, Robert Mugabe.

L'UE reproche aussi à l'autorité zimbabwéenne l'absence de progrès dans l'accord de partage du pouvoir conclu en septembre 2008 entre le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) de Morgan Tsvangirai et l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF) de Robert

Mugabe. Même si **un gouvernement d'union nationale** a été instauré en février 2009 pour mettre un terme à la crise économique et politique dans le pays.

Les sanctions à l'encontre du Zimbabwe sont en vigueur depuis 2002, l'année de la réélection contestée de Robert Mugabe à la tête du pays.

"Nous ne nous inquiétons pas"

Depuis, six personnes, en plus de neuf chefs d'entreprises dans l'entourage de Robert Mugabe, sont interdits d'entrée sur les territoires européens et américains.

"Nous ne nous inquiétons pas de cette extension", a déclaré à l'AFP Rugare Gumbo, l'un des porte-parole de la Zanu-PF. "Nous allons continuer à nous battre, comme nous nous sommes battus pour la libération. Nous sommes nos propres libérateurs, pourquoi devrions nous nous en faire ?", a-t-il poursuivi.

En plus de ces mesures restrictives, le Zimbabwe est aussi **victime d'un embargo** sur les armes et sur les équipements susceptibles de servir à la répression interne. Les avoirs financiers d'une centaine de personnes proches du président Mugabe sont par ailleurs gelés

COTE D'IVOIRE - SPORTS - Jean-Marc Guillou, candidat à la succession de Vahid Halilhodzic

17/02/2010 09:02:04 - La rédaction web de Jeune Afrique | Par : *Lauranne Provenzano*

L'ancien entraîneur de l'équipe olympique de football de Côte d'Ivoire, Jean-Marc Guillou, lorgne le poste de sélectionneur des Eléphants, la sélection ivoirienne mise à mal par une piètre performance lors de la Coupe d'Afrique des Nations. L'entraîneur actuel, Vahid Halilhodzic, pourrait être remercié avant le terme de son contrat.

Jean-Marc Guillou est candidat à la succession de Vahid Halilhodzic, l'actuel sélectionneur de la Fédération Ivoirienne de Football (FIF), révèle le quotidien français *l'Equipe* ce mercredi 17 février.

"Si je prends l'équipe, elle jouera bien au ballon" a déclaré le candidat, déplorant le "gâchis" de la CAN. "Collectivement, il n'y a rien aujourd'hui. Ce n'est pas la Coupe du monde en soi qui m'intéresse mais c'est de redonner quelque chose à cette équipe. Je suis sûr qu'elle a le potentiel pour être l'une des meilleures en juin", lors du Mondial en Afrique du Sud.

Si sa nomination est entérinée, elle aura la saveur d'un grand retour sur le sol africain pour celui qui a déjà été l'entraîneur de la sélection olympique de Côte d'Ivoire, puis le fondateur de l'Académie de Sol Béni, **l'école de football** d'Abidjan.

Vahid Halilhodzic est sur la sellette depuis la **mauvaise performance des Eléphants** à la CAN 2010, qui s'est déroulée en Angola. Son contrat, qui court jusqu'au 15 juillet prochain, pourrait donc être écourté.

Jacques Anouma, le président de la FIF, se voulait rassurant la semaine passée, affirmant qu'il avait eu recours à Vahid Halilhodzic « pour aller en Coupe du Monde ». Cependant, il confirmait **devoir prendre une décision**, au vu des rapports qu'il recevrait sur la non-performance des Elephants à la CAN. Ce que Jean-Marc Guillou, comme les nombreux prétendants au poste, a bien compris. Selon lui, les heures de Halilhodzic sont comptées. "Anouma est condamné à s'en séparer, vis-à-vis du public", a-t-il déclaré

AFRIQUE 17/2/2010 12.57

UN FORUM À BAMAKO POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT DU CONTINENT

"L'Afrique 50 ans après l'indépendance : la faim sur le continent africain" est le thème du 10ème Forum de Bamako, qui débutera mercredi dans la capitale du Mali. Jusqu'à samedi prochain, plus de 500 érudits, chercheurs, dirigeants gouvernementaux et représentants d'institutions internationales prendront part à la rencontre annuelle promue par l'Institut des hautes études du Mali et qui aspire, selon ses organisateurs, à formuler des propositions aux gouvernements africains à travers un comité d'experts. Les participants du Forum se pencheront cette année sur l'enjeu de l'insécurité alimentaire dans une période caractérisée par les impacts des changements du climat et la crise économique mondiale. Lors de la conférence de presse de présentation de l'événement, le Premier ministre malien Mobido Sidibe, a observé que si l'Afrique était un exportateur de produits alimentaires il y a 50 ans, "aujourd'hui, le continent importe un tiers de ses céréales. (...) Plus d'un milliard d'hectares sont aptes à la culture pluviale de réserve, mais des populations, dans leur grande majorité, sont confrontées aux difficultés récurrentes de la faim et de la pauvreté", invitant les participants du Forum à analyser les causes d'un tel paradoxe. (MV/CN)

[CO] Misna

AFRIQUE 16/2/2010 15.59

LES TERRES DU MOZAMBIQUE POUR LES BESOINS ALIMENTAIRES DE L'ÎLE MAURICE

Le gouvernement mozambicain examine actuellement une requête de l'île Maurice pour exploiter et cultiver plusieurs milliers d'hectares de terre au Mozambique afin de satisfaire une partie des besoins alimentaires de sa population, indique le quotidien mozambicain Notícias, citant les déclarations du ministre de l'Agriculture Soares Nhaca. L'île Maurice possède l'une des économies les plus prospères et développées de toute l'Afrique et jouit d'une stabilité politique et sociale qui la placent souvent en tête des classifications régionales, au même titre que le Botswana et l'Afrique du Sud. La pénurie de terres en suffisance pour les besoins de ses 1,3 millions d'habitants environ – qui exploitent par ailleurs une grande partie des terrains cultivables pour la canne à sucre – influe considérablement sur le budget national des importations alimentaires : une situation qui semble avoir incité l'État insulaire à chercher d'autres terres sur le continent. Selon Notícias, le ministre Nhaca estime un accord possible entre les deux gouvernements bien que la législation prescrive l'inaliénabilité de la propriété de la terre au Mozambique. Citant d'autres cas analogues, le ministre mozambicain des Finances Ali Mansoor a proposé un subterfuge à la loi consistant à créer une société bilatérale au capital mixte à laquelle la terre serait cédée en usufruit. De par cette forme de coopération entre, d'une part, un pays regorgeant de terres et, de l'autre, un pays riche en ressources économiques, le Mozambique mettrait à disposition près de 23.000 hectares de terrains cultivables pour la production d'aliments en échange d'infrastructures et de la création d'emplois. (GB/CN)

[CO] Misna

Côte d'Ivoire / Politique Guillaume Soro au coeur de l'imbroglio politique ivoirien

Par RFI le 2010-02-17 05:40

En Côte d'Ivoire, des contraintes de dernière minute ont conduit le Premier ministre Guillaume Soro à reporter à une date ultérieure les consultations inscrites mercredi 17 février à son agenda. Un contretemps qui peut aussi bien illustrer les difficultés rencontrées par le Premier ministre à former son gouvernement, que sa volonté de prendre son temps pour y parvenir, avec, tout de même, deux atouts en main. Guillaume Soro devait rencontrer le patronat, la société civile, les organisations féminines, la majorité présidentielle ou encore les missions diplomatiques et les organisations internationales.

C'est une partie difficile que joue Guillaume Soro car le Premier ministre n'a pas vraiment les coudées franches.

Il est serré par le camp présidentiel et celui de l'opposition d'abord, le premier voulant un gouvernement, le second une Commission électorale, étant rappelé que le chef de l'Etat a prononcé la dissolution du premier comme de la seconde.

Guillaume Soro est également serré par le président Gbagbo et les manifestants ensuite, le premier le pressant de composer sa nouvelle équipe au plus vite, les seconds s'emparant de la rue dans un crescendo de protestations. Comment, dans ces conditions, contenter tout le monde et son frère ? Mais Guillaume Soro a en main deux cartes maîtresses. D'une part depuis ce mardi 16 février, l'ex-rébellion des Forces nouvelles est en rangs derrière lui. D'autre part le président burkinabé Blaise Compaoré est à ses côtés. Selon l'entourage du facilitateur du dialogue inter-ivoirien, la lettre qu'il a adressée à Laurent Gbagbo suggérerait à ce dernier de respecter l'Accord politique de Ouagadougou. Fort de ces soutiens, Guillaume Soro, signataire de l'accord du 4 mars 2007, consulte à son rythme. A ce tapis vert ivoirien aussi, la donne, c'est important, mais le jeu de la carte, cela compte tout autant.

Année 2009, "difficile" pour le marché financier de la zone, selon la BRVM

ABIDJAN, 16 février (Xinhua) -- L'année 2009 a été "difficile" au plan économique pour les entreprises cotées à la bourse, a relevé mardi le directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan, Jean Paul Gillet. Selon M. Gillet, les indices (BRVM 10 et BRVM Composite) ont enregistré des régressions de l'ordre de 25% par rapport à 2008.

"La situation globalement morose du système financier et bancaire marquée par une rupture de confiance des acteurs économiques a influencé la tenue des valeurs phares de la BRVM", a expliqué M. Gillet lors d'une rencontre avec les acteurs du marché financier régional. La chute de certains titres (Sonatel-Sénégal et Ecobank) et des valeurs agricoles de la Côte d'Ivoire a eu une forte influence sur les transactions dont la tendance haussière enregistrée depuis 2003 a connu en 2009 un recul de près de 54% par rapport à 2008, a indiqué le directeur général de la BRVM.

Il a relevé des actions menées par sa structure pour amoindrir les chocs de la crise internationale tout en espérant que l'intérêt croissant des acteurs économiques régionaux et internationaux pourra

permettre, en 2010, une reprise des investissements pour le financement des entreprises du secteur privé notamment.

Au titre des perspectives, la BRVM annonce une nouvelle visibilité des antennes nationales et la mise en place d'un nouveau logiciel de cotation. Elle attend également en 2010, l'introduction en bourse d'entreprises nouvelles et des accroissements de recours étrangers au marché financier.

Copyright 2009: pour l'Agence de Presse Xinhua

Cameroun-Agriculture-Consommation Une coalition d'ONG roule pour «zéro produit alimentaire importé» au Comice d'Ebolowa

APA-Yaoundé (Cameroun) Une coalition de 43 organisations non gouvernementales (ONG) camerounaises a lancé une campagne pour promouvoir la consommation des produits locaux à l'occasion du Comice agropastoral prévu à la fin de cette année à Ebolowa (Sud). Pour les promoteurs de la croisade «zéro produit alimentaire importé», cet événement est une occasion inespérée non seulement pour mettre en lumière l'important potentiel de production du pays, mais aussi et surtout jeter les bases de la reconquête de l'autosuffisance alimentaire, voire de la souveraineté alimentaire du Cameroun.

La coalition soupçonne fortement des multinationales étrangères de chercher à envahir l'espace du Comice avec des produits tels que le riz, la tomate, les huiles de table, le lait, etc. Dès lors, estiment-ils, la présence de denrées importées à ce Comice serait «une véritable trahison de l'esprit des comices agropastoraux et le travestissement de l'idée du chef de l'Etat Paul Biya qui a annoncé un comice, et non une foire agropastorale». «Zéro produit alimentaire importé» au Comice d'Ebolowa vise ainsi à profiter de la vitrine qu'offre le Comice pour sensibiliser l'opinion sur la nécessité de consommer camerounais, faire prendre conscience des problèmes de l'agriculture camerounaise et de ses producteurs.

Il s'agit aussi de mettre au grand jour les dangers réels des importations des denrées alimentaires. La Coalition entend pousser les pouvoirs publics à mettre en place des structures d'accompagnement des producteurs. Elle prévoit des «actions citoyennes fortes» au cas où son plaidoyer resterait lettre morte. Le dernier Comice agropastoral du Cameroun, événement biennuel, s'est tenu en 1988 à Maroua (Extrême-Nord).

FCEB/od/APA 2010-02-17 11:31:17

Cameroun - Football Rigobert Song et Geremi Njitap écartés des «Lions indomptables»

APA-Yaoundé (Cameroun) Rigobert Song et Geremi Sorel Njitap, ne figurent pas sur la liste de 22 joueurs camerounais pour le match amical contre l'Italie le 3 mars prochain au stade Louis II de Monaco. Cette liste a été publiée par le sélectionneur du Cameroun, Paul Le Guen. Très contestés pour leur prestation lors de la récente Coupe d'Afrique des nations (CAN) en Angola, l'ex-capitaine des «Lions indomptables» et son ancien adjoint semblent avoir commencé leur sortie de la sélection nationale camerounaise.

Au total, ce sont 7 anciens de la formation qui n'ont pas été appelés à cette rencontre préparatoire à la Coupe du monde «Afrique du Sud 2010». Les joueurs Stéphane Bikey Amougou, Gilles Augustin Binya, Aurélien Chedjou, Guy Roland Ndi Assembe et Paul Claudel Alo'o Efulou n'ont pas également été rappelés en équipe nationale. En revanche, l'on note le retour en sélection de Sébastien Bassong et de Benoit Assou Ekotto, blessés pendant la CAN.

Parmi les arrivants, en dehors de Joël Matip, qui connaissait des problèmes de nationalité avec l'Allemagne et qui vient d'obtenir son passeport camerounais, l'on signale la convocation du toulousain Dany Nounkeu, et surtout de deux locaux, Mabouka Massoussi et son coéquipier Abouna Ndzana (Astres FC).

La liste des 22 joueurs convoqués s'établit comme suit :

Gardiens de buts : Idriss Carlos Kameni (Espanyol Barcelone, Espagne), Hamidou Souleymanou (Kayserispor, Turquie)

Défenseurs : Sébastien Bassong (Tottenham, Angleterre), Henri Bedimo (Lens, France), Nicolas Nkoulou (AS Monaco, France), Mabouka Massoussi (Astres FC de Douala), Abouna Ndzana (Astres FC de Douala), Benoit Assou Ekotto (Tottenham, Angleterre), Dany Nounkeu (Toulouse, France)

Milieux de terrain : Jean Il Makoun (Lyon, France), Stéphane Mbia (Marseille, France), Joël Matip (FC Schalke 04), Enoch Eyong Tarkang (Ajax, Pays Bas), Alexandre Song (Arsenal, Angleterre), Georges Mandjeck (Kaiserslautern, Allemagne), Achille Emana (Real Betis, Espagne), Landry Nguemo (Celtic Glasgow, Ecosse)

Attaquants : Dorge Rostand Kouemaha (FC Bruges, Belgique), Somen a Tchoyi (Red Bulls Salzburg, Autriche), Achille Webo (Majorque, Espagne), Samuel Eto'o (Inter Milan, Italie), Idrissou Mohamadou (SC Freiburg, Allemagne)
MBOG/dmg/APA 2010-02-17 00:23:39

Ligue des Champions et Coupe de la CAF Les résultats du 1er tour (aller)

RFI le 2010-02-15 16:33

Voici les résultats du premier tour (aller) de la coupe de la Confédération africaine de football, qui a eu lieu du 12 au 14 février. Les matchs retour se disputeront entre le 26 et le 28 février.

Ligue des Champions - 1er tour (aller)

APR (RWA) - Recreativo Libolo (ANG) : 2 – 2 Buts : Kabange Twite (18e), Victor Nyirenda (83e) pour APR ; Afonso Fuxito (54e, 90e) pour Libolo.

Djoliba (MLI) - Al-Ahly Benghazi (LBA) : 1 – 0 But : Jean-Louis Goua (68e) pour Djoliba.

ASC Linguere (SEN) - Asante Kotoko (GHA) : 2 – 0 Buts : Samba Diouck (50e), Ahmed Diallo (60e) pour Linguere.

Sofapaka (KEN) - Ismailia (EGY) : 0 – 0 *Stade Tamponnaise (REU) - Ajesaia (MAD) : 2 - 1*

Buts : Johan Boulard (15e), Michel Fontaine (27e) pour Le Tampon ; Lalaina 'Bolida' Nomenjanahary (82e) pour Ajesaia.

Fello Star (GUI) - Raja Casablanca (MAR) : 1 – 3 Buts : Alpha Diallo (90e+1) pour Fello Star ; Omar Majdi (14e), Yacine Salhi (59e), Sire Pape (79e) pour Casablanca.

Ela Nguema (GEQ) - Petro Atletico (ANG) : 2 – 3 Buts : Cassoma (68e, csc), Ibrahim Toure (73e, sp) pour Ela Nguema ; Santana (15e, 90e+3), Madina (18e) pour Petro Atletico.

Sahel (NIG) - Club Africain (TUN) : 2 – 1 Buts : Ibrahim Ba (30e), Abdulbakrim Abdulatif (40e) pour Sahel ; Mohamed Traore (90e) pour le Club Africain.

Armed Forces (GAM) - JS Kabylie (ALG) : 1 – 2 Buts : Essaid Belkalem (85e, csc) ; Fares Hamiti (47e), Mohamed Aoudia (56e) pour la JS Kabylie.

Gazelle (CHA) - Bayelsa Utd (NGR) : 1 – 0 But : Henri Djikoloum (24e) pour Gazelle.

St Georges (ETH) - Al-Merreikh (SUD) : 1 – 1 Buts : Mohameed Nasir (76e) pour St Georges ; Abdulhamied al-Soudey (20e) pour Al-Merreikh.

East End Lions (SLE) - Esperance (TUN) : 2 – 2 Buts : Issa Camara (20e), Dadouda Kanu (25e) pour East End Lions ; Khaled Ayari (39e), Skander Cheikh (44e) pour l'Espérance.

Stade Mandji (GAB) - ASFA Yennenga (BUR) : 0 – 2 Buts : Mandela Mcanse (22e, 62e) pour Yennenga.

La Passe (SEY) - Curepipe Starlight (MRI) : 1 – 0 But : Hassman Abdou (59e) pour La Passe.

Gaborone Utd (BOT) - Orlando Pirates (RSA) : 0 – 0

Young Africans (TAN) - St Eloi Lupopo (COD) : 2 – 3 Buts : Kigi Makassy (51e), Khalfan Ngasa (69e) pour les Young Africans ; Carlington Gomba (5e), Philip Marafu (38e), Mutombo Lutete (85e) pour St Eloi Lupopo.

Mafunzo (ZAN) - Gunners (ZIM) : 1 – 2 Buts : Makaay Ayoub (90e) pour Mafunzo ; David Rediyon (45e), Nolman Mloto (48e) pour les Gunners.

Tempete Mocaf (CAF) - Al-Ittihad (LBA) : 1 - 2

Buts : Igor Mandjao (21e) pour Tempete Mocaf ; Daouda Kamilou (31e), Mohamed Esnani (85e) pour Al-Ittihad.

Balantas Mansoa (GBS) - Difaa al-Jadida (MAR) : 0 - 0

Revenue Authority (UGA) - Zanaco (ZAM) : 1 – 0 But : Manko Kawesa (90e) pour Revenue Authority.

Diablos Noir (CGO) - Entente Setif (ALG) : 3 – 2 Buts : Fabrice Ondama (3e), Jimmy Noelly (11e, 13e) pour Diablos Noir ; Lamouri Djediat (68e), Lazhar Hadj (81e) pour l'Entente Setif.

Vital'O (BDI) - Tiko Utd (CMR) : 2 – 2

Mbabane Swallows (SWZ) - SuperSport Utd (RSA) : 1 – 3 Buts : Lwazi Maziya (84e) pour les Swallows ; Tebogo Langerman (8e), Thabo Mongalo (20e), Dario Monteiro pour Supersport Utd.

AC Mitsamiouli (COM) - Ferroviario Maputo (MOZ) : 3 – 5 Buts : Adinane Ismael (48e, 53e), Ahmed Radjab (84e) pour Mitsamiouli ; Italo Fernandes (7e), Jeremias 'Jerry' Siteo (45e+2), Jorge 'Tchaka' Manjate (71e), Carlos 'Danito' Parraque (76e), Michel Numakasa (87e) pour Maputo.

Exemptés du premier tour : Africa Sports (CIV), Al-Ahly (EGY), ASEC Mimosas (CIV), Union Douala (CMR), Dynamos (ZIM), Heartland (NGR), Al-Hilal (SUD), Tout Puissant Mazembe (COD, tenants du titre)

Coupe de la CAF - 1er tour (aller)

CAPS Utd (ZIM) - Mbabane Highlanders (SWZ) : 1 - 0

But : Method Mwanjali (88e, sp) pour CAPS Utd.

Pamplemousses (MRI) - Moroka Swallows (RSA) : 1 - 1

Buts : Gravel Azie (63e) pour les Pamplemousses ; Siyabonga Nomvete (15e) pour les Moroka Swallows.

Atletico Olympic (BDI) - Warri Wolves (NGR) : 1 - 1

Al-Tersana (LBA) - CR Belouizdad (ALG) : 1 - 1

Buts : Ahmed Krawaa (90e+5, sp) pour Al-Tersana ; Youssef Saifi (41e) pour Belouizdad.

Atraco (RWA) - Al-Amal (SUD) : 2 - 0

Buts : Andre Lomami (68e, sp), Djabir Mutarambirwa (80e) pour Atraco.

Costa do Sol (MOZ) - Flamingo Santos (BOT) : 2 - 0

Buts : Josimar 'Tiago' Machaisse (45e+3), Ruby 'Ruben' Pamara (81e) pour Costa do Sol.

AS Coton Tchad (CHA) - Al-Ahly Tripoli (LBA) : 0 - 0

Miembeni (ZAN) - Petrojet (EGY) : 2 - 2

Buts : Mohamed Neto (50e, 78e) pour Miembeni ; Kamal Ali (4e), Eric Bekoe (52e) pour Petrojet.

Sewe San Pedro (CIV) - USFA (BUR) : 2 - 1

Buts : Marc Mahan (27e), Tiezan Kone (58e) pour Sewe San Pedro ; Aziz Djeibeogo (61e).

Benfica (GBS) - Baraka (GUI) : 0 - 0

Diaraf (SEN) - FUS Rabat (MAR) : 2 - 1

Buts : Badara Diouf (45e), Ibrahim N'Doye (61e) pour Diaraf ; Aziz Nagraoui (90e) pour Rabat.

Central Parade (SLE) - CO Bamako (MLI) : 0 - 0

Dragons (GEQ) - AC Leopards (CGO) : 2 - 3

Buts : Din (17e), Bolingo (40e) pour les Dragons ; Dedy Ndiaye (15e), Michel Depison (20e), Eric Mbemba (25e) pour les Leopards.

AFC Leopards (KEN) - Banks (ETH) : 3 - 1

Buts : Martin Imbalambala (18e, 64e), Ekene Umekwe (67e) pour l'AFC Leopards ; Adi Hiritsa (88e) pour Banks.

Lengthens (ZIM) - Adema (MAD) : 2 - 1

Buts : Artwell Nyamiwa (18e), Admire Dzukamanja (76e) pour Lengthens ; Rajaonera Sitraka (1e) pour Adema.

DC Motema Pembe (COD) - Anges Fatima (CAF) : 3 - 0

Buts : Diavita Dama (50e), Tshilembi Tshilembi (68e), Kokola Manopi (72e) pour Motema Pembe/

AS FAN (NIG) - Issia Wazi (CIV) : 2 - 0

Buts : Insa Issoufou (10e), Moctar Chaïbou (61e) pour l'AS FAN.

Exemptés du premier tour : Academica Soyo (ANG), Cotonsport Garoua (CMR), Enyimba (NGR), Etoile Sahel (TUN), FAR Rabat (MAR), FC 105 (GAB), Harras al-Hodoud (EGY), Stade Malien (MLI, tenants du titre), Panthere Nde (CMR), Primeiro Agosto (ANG), CS Sfaxien (TUN), Simba (TAN), Vita (COD), Zesco Utd (ZAM).

Al-Khartoum (Soudan) exempté après le forfait de Villa (Ouganda).